

◆ LE PLUS GRAND DRAPEAU SUISSE DE TOUS LES TEMPS POUR PROTÉGER LE CLIMAT

Plus de 50 ONG, dont la MBI, fédérées dans l'Alliance climatique, s'engagent dans une campagne dont le symbole est un drapeau suisse pourvu de messages politiques et de signatures de la population. Cet automne, il fera le voyage pour la conférence de l'ONU sur le climat.



Signaux d'alarmes climatiques

Les glaciers fondent, le niveau de la mer monte, les périodes de sécheresse s'allongent, ce qui menace la survie de milliards d'êtres humains. Rosmarie Bär, responsable de la politique climatique d'Alliance Sud, explique: «Les changements climatiques constituent la plus grande menace pour les fondements de l'existence et le développement de l'humanité au 21^e siècle. Les personnes et les pays pauvres en souffrent en premier lieu et le plus fortement; ils ont pourtant le moins contribué à la création du problème.»

Le drapeau national de 40m² fait office de symbole pour l'engagement de la Suisse en faveur du climat. Lors de la tournée à travers différentes villes helvétiques depuis cet été, la population est appelée à signer ce drapeau et y laisser ses revendications et ses souhaits en faveur d'une protection efficace du climat. La Mission Bethléem a d'ores et déjà récolté de multiples signatures lors de différentes actions publiques dans les 3 régions linguistiques.

En décembre 2009, le drapeau fera le voyage de Copenhague à la conférence de l'ONU sur le climat où un accord doit être négocié pour succéder au Protocole de Kyoto. Le but de la conférence de l'ONU est de faire baisser rapidement et drastiquement les émissions de CO₂ sur toute la planète. La Suisse est un riche pays industrialisé qui dispose de plus de moyens que de nombreux autres Etats et doit prendre ses responsabilités. L'Alliance climatique exige donc de la Suisse qu'elle réduise ses émissions actuelles de CO₂ de 40% d'ici à 2020.

www.voixpourleclimat.ch

La Mission Bethléem Immensee s'engage depuis longtemps pour le climat. Par exemple, en envoyant des volontaires dans des projets d'énergie solaire au Pérou ou dans des activités de reforestation aux Philippines. Ceux-ci agissent ainsi contre le déboisement, tout en générant un nouveau revenu pour la population locale.

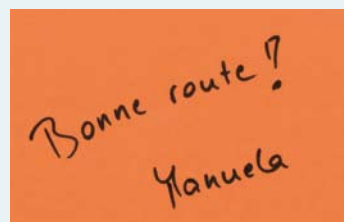
EDITORIAL

Chers lecteurs, chères lectrices,

C'est avec émotion que j'écris ces quelques lignes, peu de jours avant de quitter la Mission Bethléem Immensee. J'ai encore eu le bonheur de vivre d'intenses rencontres ces derniers mois: l'animation d'un cours de «gestion de projets», d'une part, m'a permis de rencontrer de futurs volontaires et de sentir d'ores et déjà leur engagement pour le Sud. Grands moments que ces formations! C'est souvent dans les espaces ludiques que se révèle le plus notre personnalité (voir page 4).

Puis j'ai eu aussi le grand honneur d'accompagner le padre Chepe et le réalisateur Frank Garbely dans leurs débats publics en Suisse romande (pages 2-3). Ces rencontres avec les personnes de terrain ont été pour moi sans aucun doute les moments les plus forts de mon engagement à la MBI. Et je me suis rendue compte que, même si ce sont souvent les convaincu(e)s qui assistent aux conférences, celles-ci sont des occasions uniques pour créer des réseaux et des plateformes d'échange entre petites associations et migrants.

Je souhaite bonne continuation à la MBI, qu'elle continue à semer des graines de paix et d'espoir. Et un grand merci à toutes les personnes qui nous ont soutenues dans notre travail.



Manuela Blanchard
Directrice du centre régional
de Suisse romande

◆ COLOMBIE LA PALME, UNE PLANTE « CARNIVORE » QUI DÉTRUIT TOUT SUR SON PASSAGE

Au Nord-ouest de la Colombie, sévissent depuis 10 ans des actions de terreur contre les petit(e)s paysan(e)s, pour que des firmes y fassent pousser des monocultures d'huile de palme. Le prêtre volontaire de la MBI « Chepe » Josef Schönenberger, qui lutte depuis 20 ans aux côtés des minorités menacées en Colombie, est venu témoigner en septembre dernier de la situation. Le réalisateur genevois Frank Garbely a réalisé un documentaire sur ce sujet, qui sera prochainement traduit en français.

Un désastre écologique et humain

Lors de la conférence, les deux orateurs ont montré les effets désastreux de la monoculture de la palme africaine: elle détruit la biodiversité, car on arrache les autres espèces pour ne planter que ces arbres-là. Il n'y a plus rien à manger, ni à boire, là où des familles pouvaient autrefois vivre de leurs petites cultures. Cela ne donne même pas de travail aux paysans, comme le prétend le gouvernement, puisque l'on engage surtout des anciens paramilitaires réinsérés dans la vie civile ou des journaliers qui vivent dans une situation de quasi esclavage. L'exploitation ne nécessite pas beaucoup de main d'œuvre: dans la zone « palmafricana », seulement 500 personnes travaillent, là où vivaient et travaillaient autrefois entre 2700 et 3000 familles.



Quelques chiffres alarmants

Il y a actuellement 350'000 ha de monocultures d'huile de palme en Colombie, dont 40'000 ha dans la province de Choco. 243 demandes de licence d'exploitation ont été lancées par des entreprises internationales dans cette seule province. Cela ferait 6 mio d'ha exploités d'ici 10-15 ans si on n'interdit pas ce commerce.

Entre 3 et 4 mio de personnes se sont réfugiées dans des terres voisines, notamment en Equateur.

(source : Frank Garbely)

QUELQUES EXTRAITS DES TÉMOIGNAGES

Chepe, dans le film, on dit que tu assures le rôle de « bouclier humain », comment t'y prends-tu ?

Mon statut de prêtre du diocèse et d'observateur de l'étranger me procure une protection, qui se répercute sur les gens que j'accompagne. Mes témoignages sur la situation et mes prises de position, que ce soit sous forme de lettres de protestation auprès de l'armée et du gouvernement, d'un rapport à la Croix Rouge et à l'ONU sur la situation des déplacés ou au moyen d'un film, sont autant de façon d'agir et de ne pas fermer les yeux sur ce qui se passe.

Peux-tu nous donner un exemple de l'effet de ta présence auprès des communautés ?

Une partie de mon travail est d'accompagner les « réfugiés de l'intérieur » qui se retrouvent à Quibdó, capitale du département, après avoir fui de leur village. Ces personnes n'ont presque aucune chance de retourner seuls à leur village. Mais avec la protection du diocèse ou du Haut Commissariat de l'ONU, quelques-uns trouvent le courage et la force de faire valoir leurs droits.

Comment agissez-vous concrètement ?

Prenons l'exemple de ces déplacés, 18 adultes et 12 enfants installés depuis 3 ans à Quibdó, qui voulaient retourner dans leur village, à Carillo. Nous avons d'abord écrit une demande aux militaires, qui ont refusé. Nous nous sommes ensuite adressés au gouvernement, en nous référant au droit inscrit dans la loi de bénéficiaire pendant 3 mois d'une aide alimentaire et d'un soutien à la reconstruction de maisons. La Colombie a de bonnes lois, mais elles ne sont que rarement appliquées. Nous avons donc dû nous débrouiller avec une aide alimentaire pour un mois. A Carillo, il n'y avait plus que 7 maisons à la place des 43 autrefois, et celles qui restaient étaient en partie détruites. L'école était en outre occupée par un groupe de guérilleros, « pour protéger ceux qui reviennent », selon les propos de leur chef. Nous lui avons dit que nous n'avions pas besoin de cette protection et que cette occupation par des groupes armés dans des villages de civils était illégale. Le chef refusa d'abord, puis 2 heures plus tard, les troupes levèrent enfin le camp.

Je restai un an et demi là-bas. Tous les 2 jours, nous nous réunissions pour discuter de comment assurer notre sécurité, organiser la vie communautaire ou mettre en place le travail collectif. Il fallait enlever partout de la mauvaise herbe, envahissant maisons et chemins, il



Padre «Chepe» accompagnant les villageois.

fallait nettoyer l'école, etc. J'étais présent aux réunions, j'enseignais aux enfants et j'accompagnais les hommes dans les champs.

Frank, peux-tu nous expliquer comment se passe concrètement l'expropriation des terres ?

Légalement, on n'a pas le droit de vendre les terres collectives, qui ont été attribuées aux descendants d'esclaves après des années de revendications, ou alors seulement à l'intérieur de la communauté. Pourtant, 93 % de la palme se trouve sur ces terres, ce qui veut dire que les contrats d'exploitation sont sans valeur juridique. Quand les gens ne veulent pas vendre leurs terres, ils sont menacés par les paramilitaires, qui les accusent d'être de la guérilla. Cela justifie des

actions de violence qui terrorisent les populations civiles et les mettent en fuite, quand elles ne sont pas carrément blessées ou tuées. Vu de l'extérieur, cela passe pour des règlements de compte entre terroristes ou mafieux. Une fois les terres vides, elles peuvent être revendues à des entreprises nationales ou multinationales, sous une apparence normale et pacifique.

Qu'en est-il au niveau légal ?

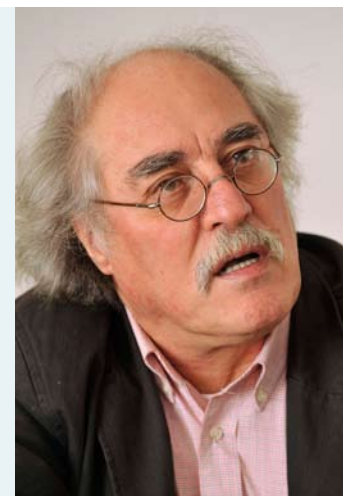
Le Parlement a décrété que si quelqu'un occupe une terre plus de 5 ans, il en devient le propriétaire. Mais il se trouve que le Tribunal fédéral a mis ce décret accepté par le gouvernement Uribe en question. La Suisse a elle-même signé un accord de libre-échange avec la Colombie, ce qui facilite le commerce de la palme.

Manuela Blanchard

« La Guerre de la Palme »: Frank Garbely, réalisateur de nombreux documentaires et journaliste de télévision indépendant vivant à Genève, a réalisé un documentaire sur ce sujet. Pour son film, il a confié un rôle important à Chepe et a mené une vaste enquête pour donner la parole aux petits paysans expulsés de leurs terres. Il a notamment interviewé des personnes qui se sont cachées pendant deux ans dans la forêt, privées de tout, pour échapper au massacre.

Le film a déjà été diffusé à la télévision suisse allemande, il est actuellement sur le point d'être doublé pour une prochaine diffusion sur les chaînes romandes. Si vous comprenez l'allemand, vous pouvez voir le film sous : www.sf.tv/sendungen/dok/index.php?docid=20090615-2250-SF1.

Monsieur Garbely se déplace volontiers si vous souhaitez organiser une conférence dans votre région (mail : frankgarbely@bluewin.ch).



◆ NOUVEAU CYCLE DE FORMATION : UNE DÉMARCHE PARTICIPATIVE

Dans le parc de Notre-Dame de la Route (Villars-sur-Glâne), un étrange tableau: un groupe d'une vingtaine d'adultes est divisé en plusieurs équipes, dont chacune comprend une personne aux yeux bandés.

Il s'agit en fait d'un des modules de la nouvelle formation mise sur pied cette année par la Mission Bethléem, E-Changer, Eirene et GVOM. Ce jeu permet à chacun de se mettre dans une situation hors du commun: à la place d'un aveugle et de son guide. De là émerge toute une série de questions: Comment je considère l'aveugle? Comment je m'y prends pour le guider? Est-ce que je le tiens fermement de mes deux mains? Ou je le laisse aller où bon lui semble? Et en tant qu'aveugle, quels sentiments m'habitent? Quels sont les liens que je vois avec un engagement au Sud?

Ainsi, lors de nos formations, nous utilisons toute une série de méthodes participatives, laissant une grande



Les participants font connaissance: mini-entretien 2 à 2 puis un échange de bonbons. On se retrouve au final avec 20 bonbons de couleur différente; beau symbole de la richesse d'un groupe varié.

place à la créativité: jeux, activités en groupes, dedans ou dehors, etc. Nous souhaitons offrir un véritable espace d'apprentissage, de réflexion, de questionnement. «Je me sens toute remuée. Il y a des choses auxquelles je dois encore réfléchir» nous dit une participante, alors qu'un autre s'exclame: «Je suis surpris, je connaissais

avant tout les cours ex-cathedra, mais je m'aperçois qu'on peut apprendre beaucoup de choses sous une forme bien plus dynamique». Une 3^e personne ajoute: «Nous apprenons par la même occasion des techniques d'animation que nous pourrions utiliser dans notre engagement solidaire.»

Sylvie Roman

◆ MANUELA BLANCHARD, LA RESPONSABLE DU CENTRE RÉGIONAL DE LA MBI EN SUISSE ROMANDE, A QUITTÉ LE CENTRE FIN OCTOBRE POUR SE LANCER COMME INDÉPENDANTE.



Manuela, tu es arrivée à la MBI en tant que directrice en juin 2006. Avec le recul, quels furent tes principales réalisations?

Quand je suis arrivée, on m'a demandé de chercher un nouveau lieu et de lancer des activités pour donner une image plus moderne de la MBI, sans trahir son passé. J'ai trouvé rapidement un lieu central pour nous implanter à Fribourg et me suis attelée, avec l'aide de mes collègues, à montrer le sens actuel de la «mission». Nous avons mis sur pied un partenariat autour d'un nouveau programme de formation avec d'autres ONG pour trouver plus facilement des volontaires romands, nous avons organisé de nombreuses soirées avec des volontaires témoignant de leur travail et nous avons considérablement retravaillé tant la documentation que le site internet. Il y a eu de nombreux changements en personnel depuis que je suis arrivée et je pense que toutes ces jeunes personnes

ont amené leur fraîcheur et leur dynamisme, ce qui a contribué à donner une image plus jeune à la MBI. Je pense avoir su motiver cette équipe et y avoir amené moi-même mes visions.

Quelles sont les nouvelles perspectives qui te font quitter la MBI ?

Je souhaite me lancer plus pleinement dans mes activités indépendantes qui sont l'enseignement de la danse et la thérapie/massage en eau thermale. C'est une sorte de période sabbatique pour équilibrer le corps, l'âme et l'esprit, pour me ressourcer et suivre ma créativité.

Quels sont tes souhaits pour l'équipe qui reste ?

Comme je ne serai pas remplacée, je souhaite à Sylvie et Andrea beaucoup d'énergie, mais surtout de faire leur travail en toute quiétude, car le stress est mauvais conseiller. Que vous sachiez, comme nos volontaires être des gouttes d'eau, former des rivières et agir par l'exemple, avec la confiance que votre action continue au-delà de vous.

Interview: Sylvie Roman

IMPRESSUM



Mission Bethléem Immensee, centre régional de Fribourg, Rue St-Pierre 10, CH-1700 Fribourg
Coordination des textes: Manuela Blanchard
Tél. ++41 (0)26 321 54 46, fribourg@bethlehem-mission.ch, www.mission-bethleem.ch